Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

108-109 | 2007

Anthropologues à durée déterminée / Peurs collectives / Regards sur les banlieues en crises

Terrain souterrain

Subterranean Terrain

Jacqueline Milliet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/984>

DOI : 10.4000/jda.984

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 19-31

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Jacqueline Milliet, « Terrain souterrain », *Journal des anthropologues* [En ligne], 108-109 | 2007, mis en ligne le 17 novembre 2010, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/984> ; DOI : 10.4000/jda.984

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2019.

Journal des anthropologues

Terrain souterrain

Subterranean Terrain

Jacqueline Milliet

- 1 Le fait que l'AFA, donne la parole aux anthropologues sous contrat pour qu'ils témoignent de leur situation est un signe de reconnaissance du rôle qu'ils jouent dans une pratique professionnelle en mutation. La condition de chercheur contractuel est particulière puisqu'il a besoin de gagner sa vie, en faisant de la recherche – et si possible une recherche qui corresponde à ses intérêts et aille dans le sens de son propre développement intellectuel. Alors que le chercheur statutaire obtient des financements qui sont ciblés sur sa recherche et lui permettent d'avancer collectivement, le chercheur contractuel se trouve hors-statut et fragilisé par son isolement. Il n'a pas d'institution sur laquelle s'appuyer face à ceux à qui il propose son travail et doit fonctionner individuellement. Par ailleurs, la recherche publique comme référence d'une « vraie » recherche pour « véritables » chercheurs crée une certaine gêne chez celui qui est dans l'obligation de vendre sa force de travail afin de pouvoir vivre et exercer son métier, et quel métier ?
- 2 Avant de réfléchir sur la façon dont il gère une situation professionnelle dont il est souvent le seul à tracer les contours déontologiques, on constate que deux options s'offrent à lui en amont de son « terrain » proprement dit. De prime abord, les secteurs de la culture et de l'éducation paraissent les plus désireux de s'adjoindre ses compétences. Mais les restrictions budgétaires et la privatisation du secteur public obligent le chercheur contractuel à proposer une recherche incluant son propre financement. La recherche d'emploi se confond avec la recherche de sponsors, laquelle ne va pas sans contrainte : il faut ainsi garantir une certaine visibilité (audimat) et une certaine interactivité au projet. La seconde option consiste à s'orienter carrément vers l'économie et à adapter ses enquêtes en fonction de la demande de ses clients. Le chercheur assume de choisir un groupe d'informateurs pour lesquels il va ficeler une étude à deux niveaux, celle qu'il vend et celle qu'il publiera. Enfin, de crainte de s'éloigner trop de ce point de repère qu'est la recherche publique, il tisse et entretient un réseau d'échanges avec ses collègues statutaires, réseau qui donnera une légitimité académique à sa recherche contractuelle.

- 3 Exercer dans de telles circonstances a des conséquences sur la pratique de l'ethnographie. Il faut d'abord retenir qu'il n'est jamais explicitement question d'être engagé pour faire un « terrain », évidemment, et que ce sont les contrats qui procurent à l'anthropologue l'occasion d'intégrer cette dimension à la recherche. Celle-ci prend une tournure complexe, sorte de feuilleté de niveaux d'enquête et de niveaux de restitution de résultats. Elle met au jour de nouveaux arrangements de positions et de statuts, sans institutionnalisation ni durée dans le temps dont il faudrait faire l'ethnographie. Une relation inédite semble s'établir entre les protagonistes et cette relation pourrait bien devenir l'objet de la recherche en soi¹. Il existe même parfois des situations où l'objet de la recherche ne peut être ni décrit ni partagé, il n'y a rien d'autre à faire qu'à remplir le contrat et à se demander s'il est encore possible de développer une pratique scientifique digne de ce nom. C'est la question que je vais poser ici et le cas choisi pour l'exemplifier est une recherche en cours dont le contrat signé par les deux parties engage l'anthropologue à la confidentialité la plus stricte. Décrire une telle expérience comporte certains risques (procès en dédommagement de la rupture du contrat de confidentialité, par exemple), même s'il me semble honorer mes engagements en ne révélant pas le nom de la société qui finance (même s'il ne s'agit que de frais de mission) et en tenant secret le déroulement de la recherche.

Une spécialisation dans l'air du temps

- 4 Depuis quelques années, mes recherches portent sur les manifestations et les enjeux de la relation humain/animal dans les sociétés urbaines occidentales. Mon travail de terrain a pour objet la confrontation des sensibilités de professionnels utilisant des animaux avec celles de protecteurs des animaux, environnementalistes, écologistes, de militants éco-punk, du grand public, etc. Mon analyse porte sur les techniques d'élevage et les biotechnologies en faisant l'ethnographie de différents comités d'éthique et débats en relation avec l'élevage des animaux à fourrure et des animaux familiers, l'expérimentation animale, l'abattage rituel, la chasse, les connaissances zoologiques et écologiques. Dans la fébrilité éthique actuelle, les défenseurs des animaux occupent le devant de la scène dans les médias et qualifient notamment de « cruel », « immoral » et « non-éthique » l'utilisation d'animaux vivants – termes qui sont maintenant largement repris par l'opinion publique, les médias, les politiques, dès qu'il s'agit de débattre de la place des animaux dans notre société. Les professionnels de l'expérimentation animale quant à eux n'apparaissent pas publiquement mais préfèrent se faire représenter par un scientifique (professeur X, directeur de recherche Y, etc.) dans les débats radiophoniques et télévisuels. Le parcours des biologistes et des vétérinaires employés par les laboratoires de recherche est semé d'embûches, surtout administratives, en raison du zèle manifesté par les militants contre la vivisection². Dans les coulisses du conflit, la discrétion dont les laboratoires font preuve rehausse encore la caricature de personnes qui exerceraient leur profession au service des recherches « barbares » au profit de multinationales de l'industrie pharmaceutique ou alimentaire. Comment les chercheurs et le personnel salariés par ces grands groupes industriels gèrent-ils le grand émoi touchant actuellement aux animaux de laboratoire ? Existents-ils en tant que groupes et se forment-ils une identité ? Comment se situent-ils par rapport à une morale publique en émergence, une morale qui a de plus en plus tendance à se confondre avec l'opinion publique ?

Un contrat particulier

- 5 Alors que j'étais plongée dans ces interrogations, un collègue, enseignant-chercheur, membre du comité d'éthique animale d'un grand groupe multinational, a suggéré mon nom pour le remplacer³. Après un rendez-vous, avec le secrétaire et le président du comité, pendant lequel j'avais fait valoir la confiance que d'autres entreprises privées avaient eue à l'égard de l'anthropologue que je suis dans des domaines adjacents, ainsi que mon rattachement non statutaire à une équipe associée au CNRS, je fus admise à participer aux séances plénières et trimestrielles du comité ainsi qu'aux visites annuelles dans les différentes animaleries.
- 6 La position qui m'est attribuée est celle de membre extérieur (les autres membres sont tous salariés du groupe), à savoir celle d'un scientifique étranger à l'entreprise et à toutes les organisations qui seraient impliquées dans le processus d'établissement de normes éthiques⁴. La direction du comité demande au consultant d'être spécialisé dans le domaine des expérimentations animales, sans préciser quelle doit être sa formation. *A priori*, ma présence pourrait paraître doublement extérieure du fait que je n'ai pas de formation en sciences dites exactes et naturelles, telles que la biologie, biochimie, ni en sciences vétérinaires, ce qui était le cas de mon prédécesseur. Docteur en ethnologie, il n'est pas clair que ce soit le chercheur en sciences sociales à qui il est fait appel, mais plutôt dans les deux cas au scientifique, spécialiste des relations humains/animaux.
- 7 De par son extériorité, fréquemment rappelée au sein même du comité d'éthique, le scientifique vient renforcer le travail et l'existence (toujours un peu précaire) du comité d'éthique face à l'extérieur (extérieur du comité à l'intérieur de l'entreprise et aussi à l'extérieur de l'entreprise, dans l'espace public) et à l'intérieur (intérieur du comité). L'extériorité, liée à l'image du scientifique, veut dire objectivité, et refus de l'émotion, surtout dans un domaine aussi sensible que sont les rapports aux animaux. À partir des réflexions et remarques qui m'ont été adressées par les membres du comité, j'ai compris que l'anthropologue est perçu comme un connaisseur de la société contemporaine, contrairement à l'ethnologue dont le domaine serait les sociétés non-occidentales, avec une dimension passéiste. Moins sociologue que psychologue, il est supposé savoir expliquer ce qui se passe – « Vous qui connaissez les gens ». Quant au scientifique, il est considéré comme un représentant de l'Université – « Madame le docteur » – dont le statut élevé garantit la scientificité du savoir – « Vous qui êtes objective ». La spécialisation (relation humains/animaux) importe en l'occurrence plus que la formation (anthropologue). Il se trouve qu'il y a adéquation entre ma spécialisation et les activités du groupe qui légitime ma présence aux yeux de personnes dont l'activité professionnelle nécessite précisément l'utilisation d'animaux vivants, activité qui a trait dans le fond au rapport humains/animaux.
- 8 Le fait que, comme dans mon cas, l'anthropologue soit une femme a révélé l'impact de la question – le conflit entre les protecteurs et les utilisateurs des animaux – sur la relation entre les contractants et les membres des comités d'éthique, comme le montraient déjà mes expériences précédentes. S'il a pu constituer un handicap au début, il est devenu par la suite un atout. En raison de la virulence des critiques qu'il leur arrive d'essuyer, mais aussi des agressions physiques dont certaines ont été victimes, il n'est pas aisé de gagner la confiance des personnes dont les métiers consistent à disposer des animaux. En tant que femme, l'anthropologue doit laisser entendre qu'elle n'est pas naturellement

sympathisante ou engagée dans le mouvement protectionniste⁵. En effet, depuis leur création⁶, les femmes jouent un rôle prépondérant dans les sociétés de défense des animaux, surtout dans le mouvement contre l'expérimentation animale (Milliet, 1995)⁷. Une fois la méfiance surmontée, les membres du comité d'éthique se rendent compte que s'assurer la présence d'un scientifique qui soit une femme dans un tel comité représente une chance à saisir. Toujours prisonniers du cliché selon lequel il est naturel pour une femme d'aimer les animaux, ils se l'approprient de façon positive pour prouver que puisqu'une femme siège à côté d'expérimentateurs *in vivo*, c'est bien qu'eux aussi aiment et traitent bien les animaux.

Contrat de recherche et production scientifique

- 9 À mon entrée début 2004, le comité d'éthique traversait une crise. Au fil des nouvelles alliances, le nom de la société varie chaque fois qu'elle intègre un nouveau consortium. Le secrétaire du comité annonce, au fur et à mesure des changements, que notre statut et notre fonctionnement, voire même notre existence, risquent d'être chamboulés. Le nombre et la façon de choisir les membres sont remis en cause et le poste de scientifique extérieur semble de moins en moins se justifier. La situation semble s'être stabilisée vers la fin de l'année 2005, le secrétaire ayant gagné la bataille qu'il menait pour sauvegarder la pratique de l'éthique : les activités du comité ne subissent pas de restrictions (du moins à ma connaissance), mon statut et ma mission méritent d'être avalisés.
- 10 Dès mon intégration, il m'est explicitement demandé de garder le silence sur les activités du comité d'éthique. J'accepte facilement, probablement sans comprendre réellement les enjeux. De mon point de vue, la discrétion correspond à une attitude éthique et professionnelle face à mes informateurs et mon terrain. L'anthropologue, comme tout chercheur en sciences humaines, est soumis aux normes de déontologie de son métier, notamment à la confidentialité et au respect de l'anonymat des personnes qu'il rencontre et de ses informateurs. Il connaît aussi les pressions venant des minorités qu'il étudie. Le plus souvent, elles demandent à ce chercheur muni d'une aura scientifique, non de se cacher, mais de les défendre sur la place publique, voire de les représenter auprès des autorités. C'est du moins ainsi que j'imagine devoir tenir ma promesse à ce stade de la recherche. Pratiquement cela implique que je ne me déplace jamais avec les dossiers en dehors des murs de la compagnie, ils m'attendent à ma place avant chaque réunion et je les abandonne en partant⁸. Mon carnet de notes m'appartient et n'a fait l'objet d'aucune négociation, parfois seulement de quelques quolibets pendant les réunions : « Elle en prend des notes ! » ou, sous-entendu sur le fait que je vais encore beaucoup écrire, « Cela va lui plaire ! » quand un sujet leur paraît particulièrement croustillant ou compliqué. L'accès à certains liens sur le site internet de la compagnie autorisé au début est ensuite bloqué. On attend de moi d'intervenir librement en cours de séance ou pendant les visites des animaleries et de livrer en fin d'année un rapport dans lequel j'analyse le fonctionnement du comité et donne quelques orientations et recommandations pour améliorer « le management » du CEA⁹.
- 11 Fin 2005, un contrat m'est présenté formalisant la mission qui est attendue de moi, rétroactivement pour l'année qui s'achève et pour l'année suivante¹⁰. La mission du consultant que je suis est d'abord décrite : le consultant « s'engage à apporter ses conseils aux équipes de X et de ses sociétés affiliées dans le domaine » de l'expérimentation animale. Au titre de l'exécution d'un certain nombre de vacations pendant le contrat,

limité à une année « renouvelable par voie d'avenant », je remets à X « un rapport annuel consignait les résultats de la mission et les recommandations dans le but d'améliorer le fonctionnement de X dans le domaine ». On remarquera que la description de la mission est suffisamment vague pour laisser au consultant la liberté d'y mettre lui-même un contenu. Par contre, les modalités économiques sont précises, c'est la routine du droit afférent aux consultants et aux vacations. Enfin, rien n'est laissé au hasard concernant la propriété intellectuelle, la confidentialité et l'usage des documents. Tous les matériels, résultats, données, documents et informations transmis par X sont sa propriété exclusive et le consultant s'engage à n'en faire usage que dans le cadre du contrat et au bénéfice exclusif de X. Il est tenu à la confidentialité et à garder secret tout ce matériel et ce « pendant toute la durée du contrat et les dix années suivant l'expiration de son terme ou sa résiliation ». Les publications et les communications ne peuvent exister sans l'accord préalable écrit de la société.

- 12 Alors que je croyais, un peu naïvement il faut dire, que le secret auquel j'étais liée dès le départ servait à éviter d'exacerber le conflit entre les différents protagonistes de l'élaboration d'une éthique à l'égard des animaux, je me rends compte en lisant le contrat que l'enjeu principal se situe peut-être plus au niveau de la concurrence entre les consortiums de la même branche. Le contrat s'adresse apparemment aux consultants en sciences dites dures ou exactes, dont les recherches et le résultat des recherches ont des conséquences énormes sur le développement industriel et économique. Ma spécialité, à l'interface de l'espace public et de l'industrie, ne diminue en rien mon devoir de confidentialité et n'annule pas la cession complète de mes droits sur les résultats de mon travail. Assimilée à un chercheur en sciences dites dures, tel un biologiste par exemple, qui n'a pas le droit d'échanger ses vues en dehors de l'entreprise qui l'emploie, avec un tel contrat, je me retrouve dans l'impossibilité de discuter du contenu de mes travaux avec mes pairs et de les utiliser dans mes publications. Ayant un contrat de quelques jours par année et qui ne me fait pas vivre, j'ai les mêmes contraintes que les chercheurs qui sont employés à temps plein sans en avoir les avantages, un revenu et une institution qui structure et finance la recherche.

Contrainte à double tranchant

- 13 L'anthropologue doit apprendre à sauter ou contourner les obstacles qui pourraient l'empêcher d'avoir une démarche scientifique. L'image du feuilleté dont il a été question plus haut pour qualifier les différentes strates de la recherche sous contrat et de la restitution des résultats, prend alors toute sa signification. Lorsque j'étais consultante en éthique animale pour une association internationale de professionnels de la fourrure dont le siège était à Londres, j'avais été engagée et rémunérée pour aider les fourreurs à mettre un comité d'éthique sur pied, sans avoir signé de contrat, et en ayant un passé avec eux basé sur la confiance¹¹. L'objet de la recherche se situait dans un contexte politique et conflictuel (niveau global). Les fourreurs me demandaient de les aider à comprendre les enjeux de la protection animale et les termes de l'éthique animale. Ils voulaient construire leur propre comité d'éthique, dynamiser et justifier en quelque sorte le débat éthique au sein de leur association (niveau local). Je restituais les travaux du comité d'éthique en gestation sous forme de rapports ou de présentations *powerpoint*, vulgarisais et rendais compte de mes analyses par des interventions aux réunions plénières ou dans les médias à l'invitation des journalistes. Je valorisais au niveau

académique, sous forme de publications et de contributions à des colloques, les dossiers élaborés pour mes employeurs ainsi que mes observations de terrain. Ce passage ne se fait pas facilement. Si la pratique reste scientifique, la logique qui y préside n'est pas la même, le regard se modifie selon à qui l'on s'adresse. Il faut s'adapter aux demandes des commanditaires en même temps qu'aux codes déontologiques de son propre milieu professionnel. Même si parfois les fourreurs n'étaient pas toujours contents du contenu de mes publications, pensant que je n'agissais « pas dans leur intérêt », il ne leur venait pas à l'esprit de me museler, tout au plus auraient-ils pu me congédier et m'empêcher de continuer à travailler pour et avec eux. Finalement, dans cette stratification de la recherche, chacun trouvait son compte.

- 14 Que la recherche soit commanditée par les fourreurs ou par l'industrie ayant recours à l'expérimentation animale, les enjeux ne sont pas les mêmes. C'est une question d'échelle, en effet. Alors que les professionnels de la fourrure cherchent à continuer d'exercer des métiers qui concernent une minorité de gens et occupent une place restreinte sur le marché, l'industrie pharmaceutique ou alimentaire a une importance économique et stratégique qui touche le monde entier et dont l'avenir est assuré. Le poids des produits sur le marché est également disproportionné : d'un côté le luxe et, de l'autre, la santé humaine. La protection des informations sensibles, surtout chez les industries basées sur l'utilisation du vivant, le secret des affaires et la concurrence déloyale limitent la propriété intellectuelle du chercheur. Du fait de la signature d'un contrat de confidentialité, l'employeur et le consultant en sciences sociales doivent faire face à de nombreuses complications pour tenir leurs engagements. Du côté de l'employeur, il s'agit plutôt de gérer les contradictions. J'en vois au moins trois. Celle d'embaucher un chercheur qui n'appartient pas au milieu des sciences dites « dures » et dont les compétences vont être jugées à l'aune de la visibilité de son travail (publications, colloques et communications dans les médias, noms des employeurs, etc.). Celle de ne pas pouvoir lui interdire de participer à d'autres comités d'éthique, voire même chez la concurrence. Celle, enfin, de barrer l'accès aux données, déterminant lui-même les informations nécessaires au chercheur, ce qui réduit l'efficacité du travail. Du côté de l'anthropologue, alors qu'il est en recherche d'emploi puisque son engagement ne correspond qu'à quelques jours par an et n'assure qu'un revenu minimum, il doit laisser une case blanche dans son CV. Il lui est impossible d'afficher son expérience en dehors du cercle étroit concerné. Il doit accepter qu'il n'a aucune possibilité de partager ses observations et son analyse de terrain sans rompre le contrat de confidentialité. Il n'est pas le seul perdant, au vu des conséquences de son contrat, le comité d'éthique, ainsi que les industries pratiquant l'expérimentation animale, auraient tout à gagner à rompre le secret sur leurs activités. Dans ce fatras bien-pensant, où les comités d'éthique en général semblent occupés à surveiller les relations entre la recherche scientifique, la liberté intellectuelle et les devoirs à la société, que peut apprendre l'opinion publique de l'éthique animale et de ses contraintes ? En limitant la liberté intellectuelle du consultant, ils l'empêchent d'utiliser son expérience professionnelle pour la poursuite d'une réflexion globale sur l'éthique animale, réflexion dont ils sont partie prenante.

BIBLIOGRAPHIE

MILLIET J., 1995. « Le statut aléatoire de l'animal familial : les exemples du bouledogue et des animaux de laboratoire » in LIZET B., RAVIS-GIODANI G. (dir.), *Des bêtes et des hommes. Le rapport à l'animal : un jeu sur la distance*. Paris, Éditions du CTHS : 119-132.

MILLIET J., 1996. « Au cœur du *politically correct* : la discorde entre les fourreurs et les défenseurs des animaux ». *Terrain*, 27 : 147-158.

MILLIET J., 2004. « Ethnographie de l'action de la bioéthique dans l'espace public : l'exemple de l'élevage des animaux à fourrure ». *Anthropozoologica*, 39(1) : 311-334.

NOTES

1. J'ai commencé à aborder cette question dans l'article que je consacre à l'établissement d'un comité d'éthique à la demande des professionnels de la fourrure (Milliet, 2004).
2. Une vivisection est une opération pratiquée à titre d'expérience sur des animaux vivants. Les antivivisectionnistes sont opposés à ce mode d'expérimentation. Le terme est fort et permet de relancer toute une série de questions et de fantasmes ayant trait à la soi-disant « cruauté » des chercheurs qui travailleraient sur les animaux sans les anesthésier.
3. Je ne connais pas les modalités de son intégration avant moi dans ce comité.
4. À noter que l'existence d'un comité d'éthique n'est pas obligatoire et que sa structure est librement déterminée par l'entreprise. L'activité des comités de la recherche privée est coordonnée en France par le GRICE (Groupe de réflexion interprofessionnel sur les comités d'éthique), un groupe de travail du GIRCOR (Groupe interprofessionnel de réflexion et de communication sur la recherche), créé en 1990. Pour comprendre comment les recherches sur les animaux s'organisent et se structurent, voir <http://www.gircor.net>
5. Pour faire court, de l'anglais *animal protectionnists*, pouvant être traduit par « militants pour la protection des animaux ». L'usage de « protectionnistes » est admis par *Le Trésor de la Langue Française informatisé* quand il s'agit des animaux comme l'indique l'exemple cité « des sociétés protectionnistes au profit des bêtes » (TLFi <http://atilf.atilf.fr>).
6. En Angleterre, pionnière en la matière, la SPCA (Society for the Prevention of Cruelty to Animals) a été fondée en 1824, en France la SPA (Société protectrice des animaux) en 1845.
7. Si ce sont presque toujours des hommes qui dirigeaient les organisations, les femmes militaient et apparaissaient publiquement. En Angleterre, en 1882, les femmes représentaient 72% des membres de la Victoria Street Society (*Zoophilist*, 1882-1890). En France, elles sont aussi très actives, 9 sur les 35 membres fondateurs de la Ligue populaire contre l'abus de la vivisection (*L'Antivivisectionniste*, 1914 : 371). Aujourd'hui, Ingrid Newkirk est à la tête de l'important PETA (People for the Ethical Treatment of Animals) et Brigitte Bardot à celle de sa propre fondation, connue dans le monde entier.
8. Mes connaissances du milieu de l'expérimentation animale sont encore superficielles, le fait de ne pas avoir le temps de me pencher sur les documents retarde passablement le travail.
9. « Management » est le terme qu'emploie le secrétaire du CEA (Comité d'éthique animale).
10. Faut-il préciser qu'il a fallu me familiariser avec le langage juridique pour comprendre ce que j'allais signer.

11. Cela faisait plusieurs années que je les avais choisis comme informateurs pour un terrain sur les campagnes anti-fourrure (Milliet, 1996, 2004).

RÉSUMÉS

Depuis 2004 je travaille en tant qu'anthropologue spécialisée dans la relation humain/animal comme consultante en éthique animale pour un grand groupe multinational. Il s'agit de comprendre l'impact sur l'opinion publique du conflit entre les protecteurs des animaux et les utilisateurs des animaux (élevage et expérimentation). Récemment, j'ai dû signer un contrat m'obligeant à maintenir confidentielle ma participation aux comités d'éthique et stipulant que les résultats de mes recherches devaient rester à usage strictement interne. À cause de la concurrence entre les sociétés, mais aussi par peur que toute information vienne exacerber les conflits entre les différents protagonistes dans l'espace public, les chercheurs des sciences « dures », tels que les biologistes par exemple, n'ont pas le droit d'échanger leurs vues à propos de leurs travaux en dehors de l'entreprise qui les emploie. L'anthropologue, alors qu'il n'est pas salarié, se retrouve dans la situation qui est celle des chercheurs des sciences « dures », donc d'être dans l'impossibilité de publier et de partager les résultats de ses travaux avec ses pairs. Dès lors comment continuer à développer une pratique scientifique digne de ce nom ?

Since 2004, I have been engaged in ethnographic research on animal experimentation and welfare as part of the ethics committee of a multinational company. I have been hired as an expert on animal ethics to analyse the recent effects on public opinion of the conflict between animal protectionists and animal experimentation researchers. I had to sign a contract requiring me to keep my participation in ethics committees confidential and stipulating that the results of my research should remain strictly for internal use only. Because of competition between companies, so-called hard scientists, such as biologists, are not permitted to share their views outside the companies that have hired them. The dilemma of anthropologists who regularly publish and share their work with their colleagues is that they are being treated by these companies as if they were full-time employees, and also « hard » scientists, and thus forbidden by contract to reveal the results of their research outside the company. Under such circumstances, how to carry out a scientific activity worthy of the name?

INDEX

Mots-clés : comité d'éthique, confidentialité, consultant, éthique animale, expérimentation animale, expertise scientifique, propriété intellectuelle

Keywords : animal ethics, animal experimentation, confidentiality, consultancy, ethics committee, intellectual property, scientific expertise

AUTEUR

JACQUELINE MILLIET

Laboratoire d'éco-anthropologie et ethnobiologie
UMR 5145 (CNRS/MNHN)